

dans ses livres, de jeter la première pierre à notre administration municipale. Sans doute, cela arrive plus souvent à la Corporation que chez les particuliers. Mais il ne faut pas oublier la différence qu'il y a entre eux et notre conseil municipal. Quel est l'individu qui a des comptes avec un dixième du nombre des débiteurs de la Corporation ? Et, en supposant que les erreurs et les omissions fussent plus nombreuses ici que là, on sait qu'il est impossible de mettre dans une administration publique, le même ordre, la même économie que dans une administration particulière. Il y manquera toujours ce stimulant de l'intérêt individuel, qui rend la vue si perçante, cet *œil du maître*, que rien ne saurait remplacer, dit le fabuliste. Mais nous n'aurions rien à gagner, à cet égard, à la nomination de commissaires. Si chaque conseiller n'a pas le stimulant de l'intérêt personnel, il a la crainte de ses électeurs, qui peuvent lui demander compte de sa conduite à chaque instant. Le commissaire, ne devant rien aux électeurs, n'en ayant rien à craindre ni à attendre, n'aurait à craindre que le gouvernement. Et, il ne faut pas avoir longtemps vécu dans notre pays, pour savoir combien est émoussé le glaive de la destitution pour un employé du gouvernement, combien de fois on peut avoir mérité ses coups sans qu'ils se fassent sentir, combien est faible la crainte qu'il inspire ! Et si cela est vrai de tous les employés du gouvernement, même de ceux dont l'emploi le touche directement, combien cela est-il plus vrai encore, de ceux chargés d'affaires qui lui sont aussi étrangères que le seraient nos affaires municipales ?

Pour montrer combien sont peu fondés, quelques-uns des reproches les plus graves que l'on fait à notre conseil municipal, je vais citer un exemple tout récent. Il y a quelques jours, les journaux de cette ville, publiaient une annonce du trésorier, demandant des soumissions pour l'achat de \$29,200 piastres du fonds d'amortissement de notre dette. On voit aussitôt paraître dans le *Chronicle*, une correspondance dans laquelle nos édiles sont poliment traités de *financial macawbies*, parceque, d'après